

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Lyon, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAYER SAS

Usine de Limas/Villefranche
BP 442
69400 Limas

Références : UDR_TESSP_26-026_RP
Code AIOT : 0006103636

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement BAYER SAS implanté 1 AVENUE EDOUARD HERRIOT 69400 Limas. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'ARS a fait part à la DREAL le 22/01/2026 d'un cas groupé de légionellose sur Villefranche-sur-Saône. L'administration a connaissance de deux sites disposant de tours aéroréfrigérantes (rubrique ICPE 2921 - installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle) à proximité des cas déclarés, dont l'un suivi par la DREAL (BAYER). Sans aucune présomption d'un quelconque dysfonctionnement des tours aéroréfrigérantes de cet établissement, l'inspection a souhaité réaliser une visite de celui-ci sur la thématique des tours aéroréfrigérantes et du risque légionelle.

Il s'est avéré par la suite que le cas groupé de légionellose initialement identifié n'en était pas un.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAYER SAS
- 1 AVENUE EDOUARD HERRIOT 69400 Limas
- Code AIOT : 0006103636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Bayer exploite à LIMAS des installations de conditionnement de produits phytosanitaires. Cette activité consiste à mettre en forme dans des conditionnements adaptés aux utilisateurs finaux, ces produits. Il n'y a pas de réactions chimiques mises en œuvre dans l'établissement. L'établissement comprend des installations de dilution, de granulation, de conditionnement, de stockage de matières premières et d'additifs et des installations de stockage de produits finis conditionnés (bidons, fûts...). Les activités de l'établissement suivent une saisonnalité. L'établissement exploite deux tours aéroréfrigérantes qui relèvent de la rubrique ICPE 2921 sous le régime de l'enregistrement.

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection précise que le laboratoire qui réalise les analyses de légionella pneumophila dispose après quelques de jours d'incubation d'un résultat provisoire. L'arrêté ministériel dispose que " l'exploitant doit s'assurer que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides". Ceci afin que l'exploitant puisse mettre en œuvre des actions correctives dans les plus brefs délais une fois les résultats provisoires connus. L'exploitant a fait procédé le 26/01/2026 à une analyse q-pcr des eaux des ses deux TAR.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Sans objet
2	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet
4	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c	Sans objet
5	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b	Sans objet
6	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c	Sans objet
7	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Sans objet
8	Surveillance et suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2	Sans objet
9	Biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2 du règlement (UE) n°528/2012	Sans objet
10	Installation sur site	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b	Sans objet
12	Installation sur site	Règlement européen du 22/05/2012, article 69 du règlement (UE) n°528/2012	Sans objet
13	Compétence personnel	Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater que la société BAYER maîtrise le risque de prolifération des légionelles dans les TAR de son établissement de LIMAS, au travers d'Analyse Méthodique des risques (AMR) / plan d'entretien / plan de surveillance / stratégie de traitement.

Néanmoins, l'exploitant doit justifier que le point de prélèvement d'eau du circuits des TAR en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est hors de toute influence directe de l'eau d'appoint.

Enfin, compte tenu que l'exploitant a indiqué qu'il prévoit de changer de stratégie de traitement, il devra démontrer à l'inspection des installations classées l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, *a minima* pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant la présente visite, l'exploitant a transmis les AMR des deux TAR du site, datées du 24/03/2025.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir changé de stratégie de traitement depuis.</p> <p>Il est indiqué dans ces AMR que la méthodologie utilisée s'inspire largement du guide « Analyse Méthodique des Risques – Légionelles & Circuits TAR », réalisé pour le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (Ko SAMTI – 10 mars 2017).</p> <p>Néanmoins, l'inspection constate que les AMR ne présentent pas suffisamment en détail les informations relatives aux TAR et à leur fonctionnement (cf. les items qualité d'eau du circuit / état de surface / hydraulique, de la méthodologie évoquée). Par exemple, l'hydrodynamique est lacunaire. L'exploitant pourra se reporter à la partie 2 du guide évoqué afin de disposer des modèles de fiches descriptives des TAR et de leur fonctionnement.</p> <p>L'exploitant indique que l'APAVE qui l'a accompagné pour la réalisation de ses AMR a bien déroulé l'intégralité de la méthodologie de Ko SAMTI, notamment en prenant en compte tous les événements susceptibles d'influencer les facteurs de risque (arbre des causes). Certains éléments figurent en format synthétique dans la partie intitulée "descriptif et identification des risques" des AMR. Concernant l'hydrodynamique, l'exploitant indique avoir étudié et pris en compte ce paramètre puisqu'un débitmètre installé en sortie de bassin permet de surveiller la vitesse de</p>

<p>circulation de l'eau dans les canalisations des TAR. L'exploitant indique qu'il complétera ses AMR en conséquence.</p> <p>Il est indiqué dans ces 2 AMR les facteurs de risques présents sur les installations avec une cotation du risque résiduel. Sur une TAR un facteur de risque est coté avec un risque résiduel à 84, avec une surveillance spécifique pour ce facteur de risque et sur l'autre TAR, deux facteurs de risque sont cotés avec un risque résiduel à 84 avec une surveillance spécifique pour l'un et des travaux envisagés pour l'autre.</p> <p>L'inspection constate que les schémas des TAR figurant dans les AMR ne sont pas lisibles. L'exploitant a présenté des schémas lisibles des TAR durant la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : A l'occasion de la prochaine révision des AMR, l'exploitant veillera à fournir une présentation des TAR et de leur fonctionnement permettant de mieux comprendre les facteurs de risques analysés et retenus. Les schémas des installations devront clairement identifier le point de prélèvement d'eau du circuit des TAR pour l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, le point de purge de déconcentration, les points d'injections des produits (biocides / inhibiteur de corrosion, de dépôts minéraux et biologique).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Entretien préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan d'entretien des deux TAR.</p> <p>Ce dernier comprend les actions périodiques à réaliser (semaine / mensuelle / annuelle).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entretien préventif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fiche de stratégie de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p>

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Constats :

L'exploitant a fait appel à un prestataire (BWT) pour déterminer la stratégie de traitement en fonction des spécificités des deux TAR.

L'exploitant a transmis à l'inspection cette stratégie de traitement proposée par BWT en septembre 2020.

L'exploitant utilise un biocide oxydant : BWT CS-3016+ (base Hypobromite) en injection continue asservie à la mesure de concentration de chlore libre réalisée également en continue.

L'exploitant précise qu'il va prochainement changer de stratégie de traitement du fait d'une évolution future du classement du biocide actuellement utilisé et également changer son dispositif de mesure en continue du chlore libre pour améliorer la précision des mesures. L'exploitant précise attendre les consignes de BWT pour appliquer la nouvelle stratégie de traitement et que l'AMR sera révisée en conséquence avant le changement de stratégie.

L'exploitant utilise un biocide non oxydant en cas de traitement de choc : BWT CS-3018. L'exploitant présente la quantité de produit à injecter en une seule fois en dans le cas d'un dépassement de 100 000 UFC/l.

Enfin, l'exploitant utilise un inhibiteur de corrosion, de dépôts minéraux et biologique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : L'inspection rappelle à l'exploitant d'appliquer l'article 26.1.2.b de l'arrêté du 14/12/13 qui dispose "en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des *Legionella pneumophila* par la réalisation d'analyses hebdomadaires en *Legionella pneumophila*, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir 3 analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : L'exploitant indique faire réaliser le nettoyage des deux TAR par un prestataire externe. L'exploitant dispose d'une procédure spécifique sur le nettoyage des TAR, qu'il présente durant la visite. L'exploitant justifie que le dernier nettoyage des TAR a été réalisé du 18 au 20 août 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> . La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.
Constats : L'exploitant présente le plan de surveillance des TAR. Une partie est réalisée par le personnel de BAYER et une autre partie est réalisée par le prestataire (BWT) en charge du traitement de l'eau des circuits des TAR. BAYER réalise la surveillance de : <ul style="list-style-type: none">- l'eau d'appoint (TH), dont le traitement (adoucissement) est confié à un prestataire ;- l'eau des circuits des TAR. En continu le RedOx pour déterminer le chlore libre, la conductivité, le débit en sortie de bassin. En ponctuel, une fois par semaine la concentration de chlore libre réalisée dans le laboratoire interne au site. BWT réalise chaque mois une analyse du chlore libre dans le circuit des deux TAR pour réajuster, au besoin, les paramétrages d'injection du biocide. Il réalise également à cette occasion des mesures de surveillance des paramètres TH / TA / TAC / fer / phosphore. L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">- la procédure à suivre par le personnel de BAYER si la mesure de concentration de chlore libre

<p>mesurée en continue est trop basse / trop haute ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les analyses mensuelles réalisées par BWT et les modifications de paramétrages d'injection de biocide réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, <p>Présence d'une procédure « Actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l d'eau selon la norme NF T90-431 (avril 2006)</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur demande de l'inspection l'exploitant présente la procédure qu'il appliquerait en cas de concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/l d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance et suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en Legionella pneumophila, permettant le suivi de la mise en oeuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en oeuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations.

<p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; - l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; - les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; - le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ; - les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; - les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; - les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique l'absence de dysfonctionnement au cours des derniers mois de ses TAR. L'inspection consulte les résultats d'analyses mensuelles réalisées par BWT sur l'eau des circuits des deux TAR (cf. constat n°5) et les modifications de consignes réalisées pour ajuster les injections de biocides (recalage de la sonde RedOx avec la mesure mensuelle de chlore libre réalisée par BWT).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Le plan de formation du personnel doit être annexé dans le carnet de suivi</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance et suivi de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyses annuelles de l'eau d'appoint</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Legionella pneumophila</i> seuil de quantification de la technique normalisée utilisée. - Matières en suspension 10 mg/l. <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant justifie qu'il a réalisé une analyse de l'eau d'appoint au cours des 12 derniers mois.</p>

L'exploitant présente un résultat d'analyse du 21/10/2025 conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 89.2 du règlement (UE) n°528/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Substance(s) active(s)
Prescription contrôlée : Les substances actives présentes dans les biocides sont soit approuvées, soit au programme d'examen pour l'usage considéré (TP11 - Produits de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication) Article R.522-18 du Code de l'environnement du 01/07/2016 Les produits biocides ont fait l'objet d'une déclaration sur la base de données https://biocid-ances.fr/ La déclaration est présente ET cohérente avec les informations fournies lors du contrôle.
Constats : Le biocide oxydant BWT CS-3016+ contient comme substance active le brome actif produit à partir d'hypobromite de sodium et de N-bromosulfamate ainsi que d'acide sulfamique qui est en cours d'évaluation pour l'usage considéré (TP11). Le biocide non oxydant BWT CS-3016+ contient comme substance active du peroxyde d'hydrogène qui est en cours en cours d'évaluation pour l'usage considéré (TP11). La déclaration BioCID a été effectuée pour les produits biocides utilisés sur le site (article R.522-18 du Code de l'environnement du 01/07/2016).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Réserves de produits de traitement
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose des deux familles de biocides en quantité suffisantes pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installation sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Point de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles
Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : L'inspection constate que le point de prélèvement d'eau du circuit de chaque TAR est clairement indiqué. L'inspection constate que ce point de prélèvement est situé à proximité de l'arrivée de l'eau d'appoint. Dans les AMR des deux TAR il est indiqué que " le prélèvement est incorrect entraînant des résultats douteux, non représentatif. La cotation du risque résiduel est de 42 et l'action recommandée est de réaliser les prélèvements sur le retour des eaux". L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- que le circuit d'eau des TAR n'est pas en contact avec le process à refroidir ;- que le bassin est compartimenté si bien que l'arrivée d'eau d'appoint n'influence pas le point de prélèvement. L'exploitant ne dispose pas de plan du bassin pour le justifier mais indique qu'à l'occasion du prochain nettoyage des TAR prévu à l'été 2026, il prendra des photographies des bassins qui permettront d'illustrer ses propos. L'exploitant indique que réaliser un piquage sur le retour des eaux nécessiterait des travaux assez importants et imposerait aux personnes qui réalisent les prélèvements de travailler en hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier que le point de prélèvement d'eau dans chaque TAR est situé hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Il conviendra que joindre aux photographies qui seront transmises à l'inspection à l'été 2026 un schéma des bassins avec des cotes approximatives ainsi que les indications nécessaires pour comprendre les circulations d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Installation sur site

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 69 du règlement (UE) n°528/2012
--

Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage des produits
Prescription contrôlée : Tous les produits biocides sont étiquetés (y compris les flacons de transvasement) Les éléments d'étiquetage des produits selon le règlement CLP indiqués en rubrique 2.2 de la FDS sont cohérents avec l'étiquette des produits
Constats : L'inspection constate que les bidons de biocides disposent d'un étiquetage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Compétence personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Formation personnel
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.
Constats : L'exploitant indique que cinq salariés du site dispose d'une formation sur le risque de légionelle dans les TAR et que les attestations de formations présentées en 2023 au cours de la dernière visite réalisée sur la thématique TAR & risque de légionelles sont valables pour quatre de ces cinq personnes jusqu'en 2028. La 5e personne a été formée plus récemment.
Type de suites proposées : Sans suite